

1 - 16 oct.  
1999

n° 121

sixième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transportation

**DANZAS**  
Logistics  
Worldwide

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

Procès : une chance, un risque

n comprend bien que le gouvernement cambodgien refuse un procès des khmers rouges qui serait entièrement conduit par des étrangers; qu' il tienne, dans cette affaire qui le concerne plus que tous autres puisque le génocide a été commis au Cambodge, et que les criminels et les victimes sont cambodgiens, à faire respecter sa souveraineté.

On comprend bien qu' il tienne à faire respecter aussi le système judiciaire cambodgien existant, qu' il saisisse l' occasion de ce très grand procès pour améliorer son fonctionnement, et finalement donner une meilleure image de la justice cambodgienne et du Cambodge.

Il existe un précédent : les élections de juillet 1998. Peu de gens croyaient le Cambodge capable de les mener à bien. Elles ont finalement obtenu un satisfecit général. Ce serait de la même façon un très grand succès pour le Cambodge s' il démontrait sa capacité à mener le procès des khmers rouges de façon crédible.

On comprend bien aussi l' agacement du gouvernement cambodgien lorsque l' ONU le presse de traduire les khmers rouges en justice, voudrait tout conduire avec ses experts et selon ses méthodes, alors que cette même ONU a longtemps donné aux khmers rouges le siège du Cambodge, les a soutenus et favorisés lors des élections de 1993, n' a pas répondu aux appels à l' aide des deux Premiers ministres de juin 1997 mais veut s' ingérer en force maintenant qu' on ne l' appelle plus ...

Un procès purement cambodgien, c' est une occasion unique de gagner le respect de la communauté internationale, s' il est crédible. C' est aussi un risque énorme de perdre ce respect, s' il ne l' était pas. S' il apparaissait que l' on a seulement voulu ménager certaine individus, ou certains pays. C. N.

## Procès des khmers rouges

## OM YENTIENG

Conseiller du Premier ministre Hun Sen

# le procès aura lieu avec ou sans l' assistance de l' ONU

**C**oncernant le procès des khmers rouges, nous n' avons pas fermé la porte au dialogue avec les Nations Unies. Mais ce que nous ne pouvons pas supporter c' est que traînent des discussions sans fin. Cela nous gêne beaucoup.

### avec ou sans l' assistance de l' ONU nous voulons avancer

Ce n' est pas que nous voulons "aller vite". Mais on a perdu déjà plus de 20 années et nous ne voulons pas attendre encore 20 ans. Nous voulons avancer nous-mêmes, avec ou sans l' assistance d' experts et de technique de la part des Nations Unies.

Si le procès était purement cambodgien, sans assistance étrangère, la crédibilité serait-elle faible comme on le dit ?

Il est vrai qu' il y a deux façons de le voir. L' une est subjective, l' autre est objective.

Subjective : si on porte des lunettes noires, on ne peut pas voir les choses blanches sous leur vraie couleur. Et si, encore plus, on met en doute la crédibilité de nos juges avec l' intention de les remplacer, alors on a plus tort encore.

### aider le Cambodge, ce n' est pas remplacer ce qui est cambodgien

Est-ce qu' on va dire de notre Roi qu' il est vieux, qu' il est malade, qu' il faut le remplacer par un Roi étranger ?

Aider le Cambodge, ce n' est pas remplacer, ou enterrer pour construire quelque chose au-dessus des Cambodgiens.

L' autre façon de voir est objective. Nous reconnaissons tout ce qu' il faut améliorer. C' est cela notre volonté, notre but : réformer, remplir les

conditions qui sont nécessaires

### les critères d' un procès crédible

Plutôt que "répondre au standard international", je préfère dire du tribunal qu' il doit "respecter les pratiques générales de la justice universelle". C' est ainsi plus juste, plus honnête que l' utilisation du mot "standard".

Que faut-il pour que le procès soit crédible ? Les critères sont : que le juge soit indépendant. Que le procès soit transparent. Que l' accusé ait eu pleinement sa liberté de défense.

Et c' est un procès où l' on respecte pleinement la loi, totalement, sans exceptions. Si la loi dit que la détention préventive dure au maximum six mois, elle ne doit pas durer davantage.

Donc, pour qu' il n' y ait pas de confusion, il faut respecter les principes généraux de la justice universelle.

### un procès cambodgien sera très largement accepté

Nous croyons que le jugement de notre tribunal sera accepté par de très nombreux pays dans le monde. Plus important qu' un petit groupe de gens qui se nomment eux-mêmes "communauté internationale". Si le Cambodge conduit lui-même ses propres affaires, je crois que beaucoup, beaucoup de pays, proches et lointains, l' accepteront, le soutiendront, et estimeront qu' il s' agit bien des affaires du Cambodge. Le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan ? Nous pensons qu' il est plein d' expérience.

Sa position est d' abord que le tribunal doit être élaboré

selon la loi nationale. Ensuite qu' il faut respecter totalement la souveraineté du Cambodge. Enfin qu' il ne faut pas retarder le procès par des discussions sans fin. Tout cela est très respectable.

### nous souhaitons un tribunal cambodgien "élargi"

Il n' y a que deux possibilités : un tribunal national ou un tribunal international.

Un tribunal "mixte" ? Ce serait un tribunal international, parce que des juges cambodgiens y participeraient en tant que juges internationaux. L' ONU a déjà reconnu que ce sujet n' est plus à discuter.

Notre option, c' est un "tribunal national élargi", c' est à dire avec la participation de juges et de procureur étranger. Ce n' est pas un "tribunal mixte", nous ne l' avons jamais proposé.

La différence : si un juge étranger ne vient pas, devons-nous l' attendre cent ans ?

### des juges étrangers ? A l' Assemblée d' en décider

Certains demandent si la composition du tribunal serait à majorité de juges cambodgiens ou de juges étrangers. Ce n' est pas la question.

Il ne faut pas voir ce tribunal comme un gâteau à partager, comme une boulangerie où l' on mélange la farine, l' eau, le sucre ... La question est qu' il faut respecter notre souveraineté.

La présence de juges étrangers n' est pas encore assurée. Ici, au Cambodge, ce n' est pas la volonté du gouvernement qui tranche de tout. Il n' a pas à lui seul le pouvoir d' adopter

(suite page 2)

## A l' intérieur

Interview Om Yentieng : le procès

pp 1 2 7

La faculté de Droit

pp 6 - 7

Budget 2000 : chiffres et commentaires

p. 3

Le procès de 1979

p. 7

Finances privées : la banque

p. 3

Procès : incompatibilité ?

p. 7

Sihanouville : nouveau terminal containers

pp 4 5

Médias

p 8

(suite de la page 1)

une telle loi. Il est clair que le gouvernement n'a pas le pouvoir législatif.

Ce projet de loi, il y a longtemps qu'il est question que des experts étrangers viennent nous aider à l'élaborer. Nous avons reçu trois experts français. Nous leur sommes reconnaissants de nous avoir éclairés sur l'aspect général de la question : qu'est-ce que l'aspect international, qu'est-ce que l'aspect national ? Mais c'est à nous de choisir, ce n'est pas aux experts.

### le projet de loi est prêt

Nous avons attendu pendant trois mois l'arrivée des experts des Nations Unies que Hammarberg nous avait promis. Quand ils sont arrivés, nous leur avons présenté notre projet de loi. Ils nous ont donné en retour leurs commentaires, et leur propre projet de loi, et notre groupe de travail a donc élaboré un deuxième projet de loi. Ce deuxième projet de loi est prêt. Le processus est donc très avancé.

Avant que ce second projet de loi, qui tient compte des commentaires et réflexions des experts étrangers, aille au Conseil des ministres, le groupe de travail qui s'en occupe, dirigé par Sok An, dont je suis l'adjoint, doit encore en parler avec les juristes, y compris ceux des Nations Unies.

Ce sera à notre Assemblée nationale, qui est totalement souveraine, de décider le nombre des juges étrangers possible— ou de rejeter la possibilité qu'il y ait des juges étrangers.

Il y aura ensuite l'examen du Conseil constitutionnel et celui du Sénat.

### le projet de loi : génocide et juges étrangers

Le projet de loi comporte

## OM YENTIENG : LE PROCES

deux points :

- d'une part la possibilité de juger les crimes de génocide, qui ne sont pas prévus dans la loi existante;

- et d'autre part : la possibilité de faire participer des juges étrangers.

Si l'Assemblée l'adopte, le gouvernement ne pourra plus s'y opposer.

Et bien sûr que le gouvernement est favorable à l'adoption du projet de loi, sinon pourquoi aurait-il travaillé jour et nuit pour l'élaborer ?

Ce que nous avons dit à nos amis étrangers et aux experts des Nations Unies, c'est que nous ne pouvons pas attendre leur arrivée pour aller de l'avant. Nous soumettons maintenant ce second projet à notre Conseil des Ministres. Sans fermer la porte : ils peuvent encore nous écrire, discuter avec nous.

Donc maintenant personne n'attend personne. Les Cambodgiens poursuivent leurs travaux, et les experts les leurs.

### rendre d'abord justice aux Cambodgiens

Nous ne voulons pas, pour juger les khmers rouges, bouleverser tout le pays.

Je rappelle quels sont les principaux points de vue de notre gouvernement.

Que ce soit avec ou sans l'assistance de l'ONU, nous devons juger les dirigeants khmers rouges pour rendre la justice au peuple cambodgien. C'est le premier principe.

Ce procès doit être utile surtout au Cambodge, non à l'étranger, c'est un second principe. Il est une occasion extrêmement précieuse d'améliorer notre tribunal, puisqu'on nous dit qu'il est encore insuffisant. Il ne faut pas que ce procès soit un prétexte pour nous accuser sans fin, et nous supprimer pour agir à notre place.

Prenons, pour nous faire bien comprendre, deux exemples concrets.

### "vous nous avez beaucoup aidés. Maintenant, laissez-nous faire !"

Souvenez-vous de ce qu'on disait avant les élections de juillet 1998 : les Cambodgiens tout seuls ne peuvent pas les faire ! Mais on a vu ces résultats incroyables ! Il faut reconnaître que la communauté internationale nous a énormément aidés pendant la période de 1993. Elle nous a été très utile. Mais maintenant il faut reconnaître aussi les fruits de cette assistance : il faut laisser les Cambodgiens faire eux-mêmes.

Un autre exemple : le procès de Nuon Paet. Il a été jugé acceptable par tout le monde, et pas seulement par les Cambodgiens.

Je crois qu'avant de vouloir aider les Cambodgiens à faire la justice, il faut exercer la justice envers les Cambodgiens.

Si on a le cœur injuste, et qu'on frappe à la porte des Cambodgiens en disant "je viens vous aider à rendre la justice" : impossible !

### utiliser le système judiciaire existant

Ce que nous avons appelé le système judiciaire existant, qu'est-ce que c'est ?

C'est un tribunal qui existe à trois niveaux : première instance, cour d'appel, cour suprême.

S'il n'y avait qu'un seul niveau, il faudrait déménager toute la maison, le toit, les tuiles, et rester longtemps sous la chaleur et la pluie, en attendant que la nouvelle maison soit construite ! Nous n'avons pas l'intention de faire ça, nous voulons utiliser le système existant.

Le tribunal national existant,

c'est aussi un juge d'instruction distinct du juge de jugement.

Encore une chose : c'est un tribunal dont les juges et procureurs sont déjà en poste. Si la loi a confié ce dossier au tribunal municipal de Phnom Penh, dont la compétence couvre (pour cette affaire seulement) l'ensemble du Cambodge, on ne doit pas déplacer ou changer ces juges ! Si on estime que ces juges ne suffisent pas, c'est le Conseil Suprême de la Magistrature qui a, lui seul, le pouvoir de les changer, de nommer des magistrats étrangers.

Les juges étrangers pourront passer par la proposition de notre gouvernement, qui soumettra leur cas au Conseil Suprême de la Magistrature. Le Conseil en décidera. De lui dépend le nombre des juges étrangers qui participeront au procès, par exemple. Il s'agit là de notre souveraineté. Le Cambodge est un petit pays, pauvre, mais il est souverain comme les autres.

Au total, donc, il faut voir que les étapes sont bien séparées : - Au gouvernement de faire un projet de loi (cette étape est maintenant terminée). - Au législatif ensuite d'en discuter et de l'adopter. - Au judiciaire finalement d'appliquer la loi.

### ne pas anticiper ...

On ne peut pas dire encore combien de personnes seront inculpées. C'est l'affaire du juge d'instruction. A titre personnel, je peux dire que si les inculpations ne concernaient que les deux responsables que nous détenons, ce ne serait pas acceptable. Mais on ne peut pas citer des noms d'inculpés "probables" ou "certains", c'est faire atteinte à leur liberté, et c'est empiéter sur le judiciaire.

Est-ce que ce procès ne risque pas de faire intervenir la responsabilité de pays comme la Chine, la Thaïlande ? Il ne faut pas anticiper.

(suite page 7)

## A PROPOS ...

### CMAC : 1000 chômeurs ?

Le CMAC, Cambodian Mine Action Center, première agence de déminage au Cambodge dont le budget annuel de 12 millions de dollars est financé à 90 % par des dons extérieurs, notamment américains et australiens, pourrait fermer à la fin du mois, faute de moyens financiers. Les donateurs, à cause de mauvaise gestion et malversations restées mal expliquées, retiennent leurs subventions. Les tats-Unis font passer leurs

subventions à Halo Trust. 90 % des 1000 employés du CMAC pourraient être mis au chômage.

### Frontières : des preuves !

L'interview de M. Var Kim Hong, président du Comité mixte chargé des négociations, à *Cambodge Nouveau* (n° 119) sur les frontières du Cambodge suscite de vives réactions dans le milieu étudiant. M. Var Kim Hong est accusé de ne rien voir des empiètements étrangers, de vouloir casser le moral des cambodgiens, de ne pas aimer son

pays ... "nous lui demandons de démissionner".

Rappelons que M. Var Kim Hong n'a pas nié qu'il ait pu y avoir des bornes déplacées ("je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de déplacements"), mais a indiqué que jusqu'à présent il n'avait pas de preuves de déplacement.

Les étudiants rendraient un meilleur service au Cambodge en apportant ces preuves.

### Norodom Sirivudh : Funcinpec !

A la suite d'une information

parue dans *cn* 120, le Cabinet du Prince Norodom Sirivudh nous demande de faire la mise au point suivante :

"Le prince Norodom Sirivudh n'a songé à aucun moment à quitter le Funcinpec et à se rallier au PPC".

### Alcatel au Cambodge

La société française Alcatel, qui a installé à Phnom Penh, sur don français, un central téléphonique de 6 000 lignes (porté à 16 000 lignes sur fonds cambodgiens), fournit un réseau numérique GSM à CamGSM

## Budget 2000 : chiffres et commentaires

**L**a production, par secteurs d'activité économique, selon les chiffres retenus pour l'établissement du budget 2000, sera la suivante :

- Agriculture	+ 3,0 %
prod. riz	+ 3,5 %
- Industrie	+ 6,0 %
- Construction	+ 8 %
- Tourisme	+ 17 %

**La croissance du PNB** atteindrait 5,5 %.

**Les exportations** augmenteront de 10,9 %, les importations de 11,9 %;

**Les réserves totales** du système bancaire passeront de 426 millions de dollars en 1999 à 486 millions;

**L'inflation**, qui était de 12,6 % en 1998, inférieure à 10 % en 1999, sera réduite à 5 % en 2000.

**La valeur du riel** sera maintenue à 3800 pour 1 dollar.

**Les dépenses budgétaires** seront maintenues au niveau de 10 % du PNB comme en 1999.

**La part nationale des recettes** passera à 11 % du PNB.

**La part de la Santé et de l'Education** passera de 1,32 % du PNB de 1994 à 1998 à

2,26 % en 2000.

### mieux prioriser les projets

Puisque, comme en 1999, l'excédent budgétaire doit permettre en 2000 de réaliser des investissements nationaux (*cn 120 Finances publiques*), il faudrait "prioriser" mieux les projets nationaux en attente de financement dans les ministères, estiment certains observateurs - comme on le fait pour les projets que l'on propose aux financements extérieurs. Jusqu'à présent, le déblocage en faveur des projets nationaux en attente se fait sur décision personnelle, sans débat gouvernemental. Il faut ranger les projets en attente dans un "pipe line", et les réaliser dans l'ordre selon les disponibilités.

### "difficilement réalisable"

Le budget 2000, "difficilement réalisable" selon un observateur, suppose :

- que les recettes budgétaires n'échappent pas au budget; - qu'il n'y ait pas de dépenses hors budget; - que l'on coupe salaires et vivres aux "fantômes".

"Ici on fait, ailleurs on défait" observent certains au ministère des Finances. Il faut en finir avec ces pratiques !

### Finances privées

**L**a *Canada Bank*, première banque commerciale privée du Cambodge, n'est pas pessimiste. **Les dépôts** augmentent depuis le début de l'année, et on peut compter sur une augmentation d'au moins 10 % pour l'année, nous dit le directeur adjoint. Les déposants sont le plus souvent de petits et moyens épargnants, souvent originaires de Chine, pour des dépôts à terme. Ce phénomène n'est pas général au Cambodge : notre banque est sans doute favorisée parce qu'avec le temps elle a créé de la confiance. Le comportement au moment de la crise de 1997 - nous avons été les premiers à

rouvrir - y a contribué. Depuis juillet cependant les **taux** que nous offrons aux dépôts à terme ont diminué, passant par exemple pour les dépôts en dollars de 8,5 % par an à 7,5 %. C'est d'une part que les taux extérieurs ont baissé; et qu'il y a beaucoup de concurrence.

Pour le **volume des crédits**, il augmente en gros dans la même proportion que les dépôts, un peu plus parce que le crédit était très restreint dans les années précédentes : la situation politique est maintenant plus stable, on peut déserrer un peu. Ces crédits (1,5 % par mois) sont demandés surtout par des commerçants cam-

**S**elon un document officiel du ministère des Finances, cité par le cabinet de M. Sam Rainsy, leader de l'opposition, les dépenses des ministères pendant les 8 premiers mois de l'année ont suivi des rythmes très différents.

### dépenses : la Défense et la Sécurité

Alors que la norme "pro rata temporis", pour 8 mois, est une dépense de 66,7 % de l'enveloppe annuelle, on a :

- **Défense et Sécurité** : 69,1 %;

- **Première priorité** (Santé, Education, Agriculture, Développement rural) : 47,8 %;

- **Priorité élargie** : les mêmes plus : Travaux publics, Affaires sociales, Environnement, Justice, Femmes : 41,6 %;

S'agit-il pour les ministères qui, quoique "prioritaires", n'ont encore dépensé qu'une faible partie de leur enveloppe, d'un simple "retard de dépenses" rattrapable d'ici la fin de l'année, en somme d'une paresse à dépenser ? Ou bien d'un retard d'allocations ? D'un manque de trésorerie ?

Le Parti de Sam Rainsy (PSR) a, le 30 septembre, interpellé le gouvernement au sujet de "l'exécution du budget de 1999".

Le gouvernement (le ministre concerné) est tenu en principe (*Constitution, art. 96*) de répondre dans un délai de 7 jours, soit oralement, soit par écrit.

L'opposition souligne que les "forces armées, dirigées par des généraux "multistars" et des politiciens irresponsables sont toujours en tête pour les dépenses". Le communiqué de M. Sam Rainsy dénonce un régime de "kleptocratie".

### "simplement inacceptable"

Selon le Cabinet de M. Sam Rainsy, **Défense et Sécurité représentent ensemble 51,1 % des dépenses courantes** (314,5 milliards de riels sur 615,3 milliards), proportion "extraordinairement élevée et simplement inacceptable", qu'il faudrait réduire à 10 %, tandis que les dépenses correspondant à la première priorité passeraient à plus de 30 % du budget.

### A PROPOS ...

(*Mobitel*) pour 20 millions de dollars en 1996, fourni et posé en 1997, sur don allemand de 14 millions de DM, un câble de fibres optiques reliant la frontière vietnamienne à la frontière thaïlandaise, ouvre un bureau de représentation à Phnom Penh. (source : *La Lettre de Phnom Penh*)

### Foire commerciale internationale

Du 1er au 6 novembre aura lieu à l'hôtel Intercontinental la "pre-

mière Foire commerciale internationale au Cambodge".

Organisée par le ministère du Commerce, elle est soutenue conjointement par le Conseil de Développement du Cambodge, la chambre de Commerce de Phnom Penh, le ministère des Finances, et bien d'autres ...

Le principal objectif : donner aux compagnies étrangères l'information dont ils ont besoin pour commercialiser leurs produits et services, établir leur présence au Cambodge, et créer des joint-ventures avec des partenaires cambodgiens.

Couts des stands : 2m x 3m : 2

800 \$; 3m x 3m : 3 800 \$; 4m x 3m : 4 800 \$; 5m x 3m : 5 800 \$.

bodgiens. Nous sommes très prudents, étudions bien les dossiers avant d'accorder un prêt, et prenons des garanties immobilières. De cette façon nous avons très peu de problèmes : moins de 3 % (standard international : 3 %).

**Le contrôle des mouvements de fonds par la Banque nationale ?** Il faut lui demander. Pour nous, les transferts sont absolument libres, à l'entrée comme à la sortie. Aucune loi ni aucun règlement ne nous oblige à demander à un client d'où vient, ni où va son argent, quelle que soit la somme. Nous ne sommes pas la police et nous pratiquons la discrétion ha-

bituelle des banquiers.

**Notre carte de crédit smart card ?** Nous avons innové en créant cette carte de crédit. Il y a maintenant environ 600 comptes. Les commerçants ne veulent pas prendre les charges pour eux, nous rendons ce service gratuitement aux porteurs de cartes. Cela nous coûte un peu d'argent, mais c'est pour notre image de marque. Dans un mois environ, nous aurons au siège de la banque un distributeur automatique de billets fonctionnant avec cette carte. Pour les cartes internationales, Visa etc ..., cela viendra plus tard : l'étude est en cours.

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
décideurs  
votre  
meilleur  
investissement



directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Mise en pages Pen Mary  
Cartographie Sambath Houth  
Impression CIC Centre Informatique  
du Cambodge  
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

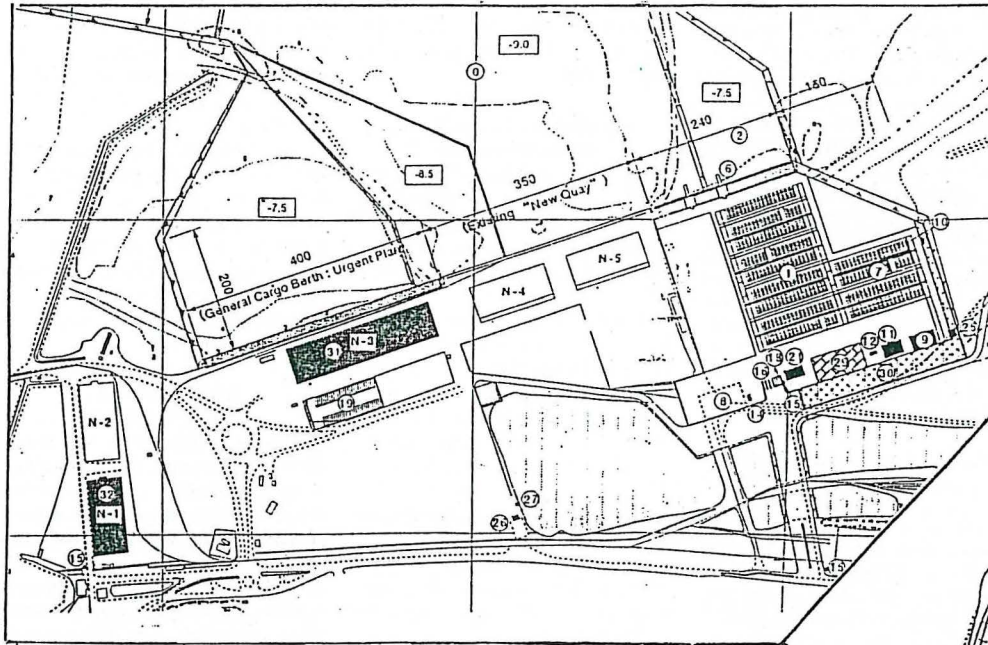
**CAMBODGE NOUVEAU**

est vendu sur abonnement seulement  
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

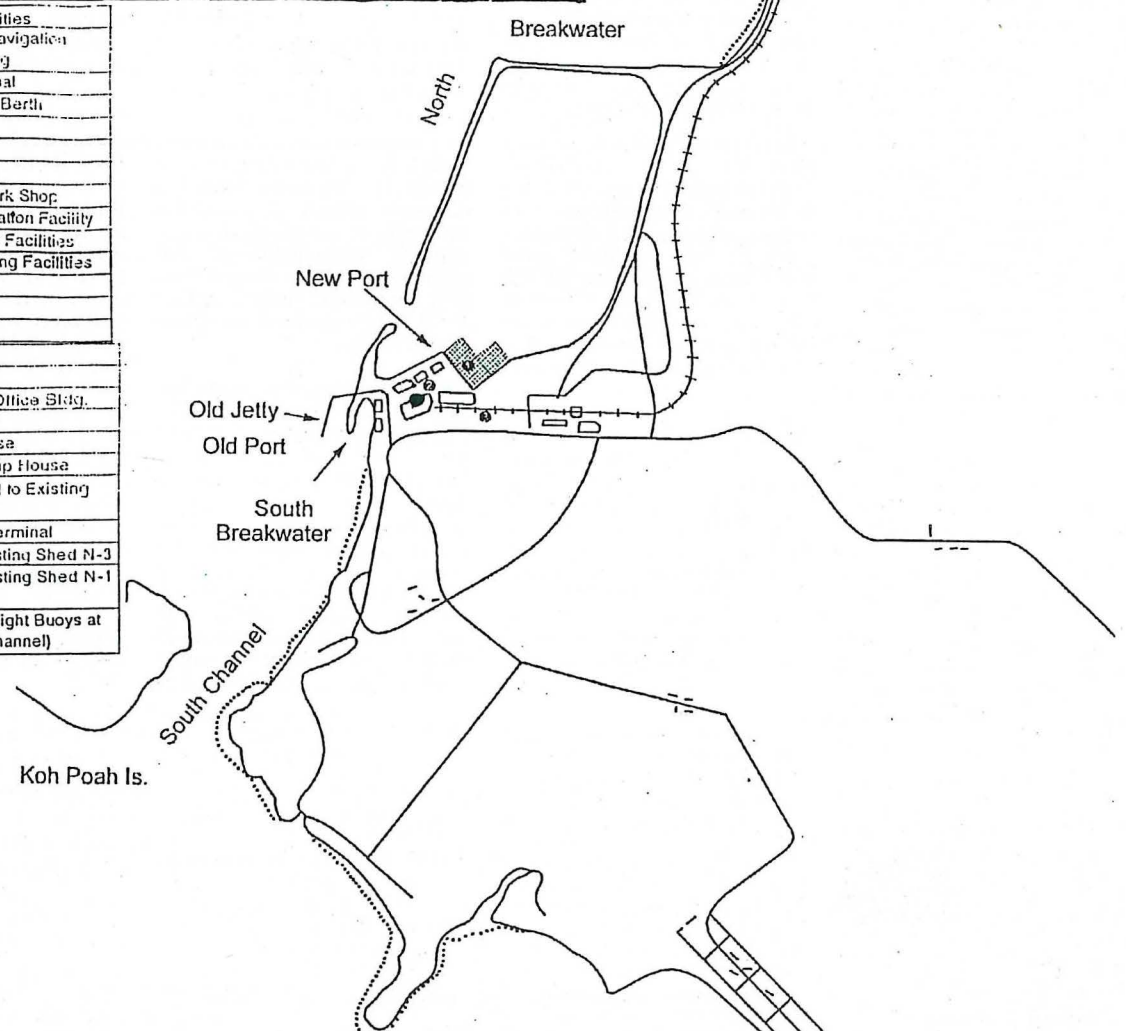
E-mail [cn@forum.org.kh](mailto:cn@forum.org.kh)

# LE PORT DE SIHANOUKVILLE



Oil Port

No.	Facilities
3	Port Basin and Navigation Channel Dredging
1	Container Terminal
2	Container Cargo Berth
6	Gantry Crane
7	Transfer Crane
8	CFS (Long Term)
9	Maintenance Work Shop
10	Container Fumigation Facility
11	Container Repair Facilities
12	Container Cleaning Facilities
13	Truck Scale
14	Customs Office
15	Gate House
16	Gate
19	Parking Area
21	Administration / Office Bldg.
25	Generator House
26	Water Pump House
27	Fire Fighting Pump House
28	Diversion of Road to Existing Oil Terminal
30	Future Railway Terminal
31	Renovation of Existing Shed N-3
32	Conversion of Existing Shed N-1 to CFS
33	Navigation Aids (Light Buoys at the Entrance of Channel)



## SIHANOUKVILLE un nouveau terminal à containers

Un entretien avec M. Ma Sun Houth, directeur-adjoint de l'Autorité du Port de Sihanoukville

**S**ihanoukville, porte du Cambodge sur la mer, telle qu'elle a été construite par les Français, compte deux ports :

**Le vieux port**, délimité par une jetée construite à partir de 1955 et mise en service en 1960. La jetée de 290 m de long peut recevoir sur ses 540 m que totalisent ses deux côtés, 4 bateaux de 10 000 t. Profondeur : 7 m côté extérieur, 8m30 côté intérieur.

**Le nouveau port**, délimité par un quai construit de 1965 à 1979. Il a 350 mètres de long, est utilisable sur un seul côté, avec une profondeur de 6m50 à 7m50 selon les endroits. Il peut recevoir 3 bateaux de 6000 t.

### équipements

**Hangars** : le port de Sihanoukville en compte 4 de 120 x 50 m. et un plus vaste de 240 x 50.

**Port à containers** : ce n'est pas un vrai "terminal", mais une aire de 25 000 m<sup>2</sup>. C'est là que l'insuffisance est la plus nette : il faudrait 5 ha. On traite environ 8000 containers par mois.

**La manutention** est assurée par 5 super-stackers (grues sur pneus) : 1 donné par la France, 3 achetés par le port, 1 donné par l'ADB.

**Remorqueurs** : 3, anciens. Ce n'est pas suffisant et cette année le Port va en acquérir un autre.

**La force de travail** : 1083 personnes au total, en y comprenant l'administration, les dockers, etc...

M. Ma Sun Houth souligne que l'on travaille 18 heures par jour (par roulements), 360 jours par an. Congés : 5 jours.

### les projets

Un premier "plan d'urgence" avait été conçu, qui consistait, avec 28 millions de dollars d'aide japonaise, à construire un quai de 400 m pour les marchandises en vrac.

Mais il est apparu plus urgent, puisque le trafic par containers augmente nettement plus vite que le vrac, de construire un nouveau port à containers. L'Autorité du Port a donné la préférence à ce nouveau port à containers.

La décision a été prise en mai 1999. Après une discussion de plusieurs mois sur les conditions du prêt, la signature par l'ambassadeur du Japon et S.E. Keat Chhon, en présence du président de l'OECF japonaise (*Oversea Cooperation Economic Found*) est intervenue le 24 septembre.

### le nouveau terminal à containers

Le coût total de ce terminal est de 49 millions de dollars. 40 sont apportés par le Japon, 9 par le Cambodge. Les travaux commenceront après une année d'études

approfondies, en 2001. Il doivent être terminés en février 2004 selon le calendrier.

Ce nouveau terminal aura 240 m de long, 60 000 m<sup>2</sup> de surface, une profondeur à quai de 8m50. Il aura une capacité de 240 000 "boîtes". Et il sera équipé de deux grues de quai.

Une différence essentielle avec le système actuel : la rapidité. Alors que les stackers peuvent traiter chacun 5 boîtes par heure, les deux grues de quai peuvent en traiter chacune 19.

Lorsque ce nouveau terminal sera en service, il contribuera à accélérer encore la progression du trafic des containers (voir tableau).

### faiblesses : le vrac et les backchiches

Il est vrai que l'embarquement et le débarquement des marchandises en vrac est lent au port de Sihanoukville. Cela tient au manque de matériel de manutention, parfois à la pluie, mais surtout à la multiplicité des contrôles, douanes, polices, ...

On peut pour simplifier dire que pour les containers le problème est celui de l'équipement, alors que pour les marchandises en vrac, c'est une question de personnes, dit M. Ma Sun Houth.

Les dessous de table sont un obstacle au bon fonctionnement du trafic. Alors que les tarifs officiels du

port et du transit sont compétitifs, comparables à ce qu'ils sont ailleurs dans la région, à Singapour par exemple, ces dessous de table sont une spécialité cambodgienne. Ils n'existent pas ailleurs.

Un exemple concret : un container qui coûte pour le trajet Sihanoukville - Phnom Penh 140 dollars de transport, revient à 300 dollars de plus en backchiches. Cela peut se comprendre, avec les salaires des douaniers et des policiers, 25 à 30 dollars par mois.

Nous avons là-dessus des discussions avec le gouvernement, dit M. Ma Sun Houth, avec les Douanes, avec le Ministre du Commerce, et nous sommes prêts à en discuter.

Etant maintenant membres de l'ASEAN, il va falloir faire cesser ces pratiques. Normalement elles devraient prendre fin en 2000.

### route et rail

Le plus simple, le plus utilisé, c'est la route. On enlève les containers et on les charge sur les camions directement. La route est très bonne, et les containers arrivent directement à destination. Alors que le chemin de fer demande deux ruptures de charge à l'arrivée à Phnom Penh.

En pratique, on transporte par le rail le ciment, l'acier, le riz. Par la route le reste, en containers.

### à l'importation (000 tonnes métriques)

	1995	1996	1997	1998	1999 (7m)
Riz	36,68	23,54	6,95	16,61	0,00
Fret en vrac	48,97	39,39	34,0	37,63	12,87
Machines	6,52	7,85	17,13	12,48	6,87
Ciment	93,38	115,43	81,0	16,68	52,51
Fertilisants	29,80	8,83	0,00	24,04	0,00
Sucre	19,89	18,76	33,37	0,00	1,30
Bitume	19,98	7,33	2,92	1,05	2,03
Acier	17,93	43,39	57,35	67,23	60,73
Clincker	0,00	2,20	2,75	24,70	0,00
Maïs	0,00	0,00	0,00	3,0	0,00
Fret en containers	208,83	273,62	270,96	318,23	225,55
Farine	0,00	4,36	0,00	0,00	0,00
Zinc	0,00	1,32	0,00	0,00	0,00
Fuel	72,24	90,51	146,25	223,77	161,17
<b>total</b>	<b>554,27</b>	<b>636,58</b>	<b>652,79</b>	<b>745,50</b>	<b>523,07</b>

### à l'exportation (000 tonnes métriques)

	1995	1996	1997	1998	1999 (7m)
Bois sciés	88,15	52,19	44,72	21,34	7,95
Troncs	28,61	5,41	0,00	0,00	0,00
Contreplaqué	16,45	5,53	10,09	18,69	7,56
Riz	0,00	2,61	0,00	0,00	0,00
Fret en vrac	0,16	0,29	0,00	0,00	0,00
Ferailles	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Fret en contain	19,80	36,36	86,66	99,40	58,99
Caoutchouc	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>total</b>	<b>153,42</b>	<b>104,42</b>	<b>141,48</b>	<b>139,44</b>	<b>72,51</b>

### Containers

(TEU) imp + exp	1995	1996	1997	1998	1999
	39 942	55 734	60 990	71 589	54 637

### Navires

	1995	1996	1997	1998	1999
	615	686	784	650	402

Statistiques : Autorité du Port de Sihanoukville

### Les lenteurs du vrac

**C**omme le montrent les chiffres ci-dessus, le trafic par containers augmente nettement plus vite que celui de la marchandise en vrac. Pourtant, disent les transporteurs maritimes, il aurait sans doute été plus urgent de construire un quai pour

le vrac qu'un nouveau terminal à containers. Le rythme de déchargement des containers en effet est en gros satisfaisant. Un bateau de 50 à 200 containers est déchargé dans la journée. On arrive (avec backchiches) à décharger 1 200 tonnes/jour, la norme étant de 7 à 800 tonnes. En revanche les délais pour le

vrac sont extrêmement longs, pour diverses raisons : manque de matériel, et surtout pauses de la main d'œuvre de 4h30 par jour au total, ce qui n'existe pas dans les autres ports. Le rendement est donc très faible et oblige à travailler davantage la nuit, à un tarif de 25 % plus élevé (dimanches et jours fé-

riés : + 50 %). Il faut couramment 10 jours pour décharger 10 000 t de vrac (7 jours si on paie 3000 \$), alors qu'un bateau immobilisé coûte 8 à 10 000 dollars par jour.

C'est donc sur le vrac qu'il faudrait faire porter les efforts de productivité, disent les professionnels.

**Maurice Gaillard**

chef de projet pour la coopération  
administrative et juridique

**“La fac de Droit, c’ est une pétaudière.  
Les étudiants obtiennent tout ce qu’ ils  
veulent par la force : physique, financière ou  
politique”.**

**L**a Faculté de Droit de Phnom Penh est assistée au titre de la Coopération française depuis 1992. Son partenaire institutionnel est l’ Université Lumière-Lyon 2.

Son objectif général : construire une filière juridique de niveau international.

Cet objectif se traduit dans cinq domaines d’ activité :

- formation des étudiants
- formation des enseignants
- formation des administrateurs
- développement des relations extérieures
- activités de recherche et publications.

La Faculté de Droit et de Sciences économiques compte actuellement 1300 étudiants en Droit et plus de 2000 étudiants en Economie.

Le “chef de projet” Maurice Gaillard, arrivé en fin de mission en juillet dernier après deux années, a fait part à Cambodge Nouveau de ses observations et de ses réflexions. S’ il dénonce fortement les anomalies, les faiblesses qu’ il a observées, c’ est dans un esprit constructif : pour que l’ on y porte remède, et que la Faculté joue correctement le rôle formateur qui est le sien.

#### une administration inexistante

L’ administration est inexistante. Le doyen, rescapé de l’ époque des khmers

L’ assistance française en faveur de la Faculté de Droit est un chef de projet à temps partiel, (chargé également de l’ Ecole Royale d’ Administration), deux coopérateurs (CSN), une enseignante française pour la langue française, une dizaine de missions d’ enseignants par an pour les deux années de licence, et depuis septembre 95, des bourses.

Cette année 7 Cambodgiens ont eu des bourses de deux ans pour finir en France leur licence, obtenir leur maîtrise et un DEA.

rouges, est un homme très malade. Il n’ a pas d’ ad-joint qui puisse le seconder efficacement.

Il n’ y a jamais le moindre contrôle.

Tous les étudiants sont des fils, neveux, parents de

## TRIBUNE LIBRE

### les notes s’ achètent

Les notes sont négociables. A tous les échelons, on fraude. Une fois, pour fraudes énormes, on avait mis 20 zéros. Ils ont disparu, on a craint de mécon-tenter ...

Il est habituel de faire pression sur les enseignants. Une bonne “moyenne” de notes s’ achète : en Finances, c’ est environ 10 dollars. En Français, c’ est plus cher parce que c’ est plus surveillé. Les ensei-gnants ne protestent pas, parce que si les étudiants ne sont pas contents d’ un professeur, ils ont le pouvoir de le faire remplacer.

C’ est pourquoi aussi certains professeurs donnent systématiquement de très bonnes notes : l’ un d’ entre eux, en 1997, sur 234 copies a donné 20/20 à 202 copies, et 17 à 19 aux 32 autres. Une autre fois, les 234 élèves ont tous eu 16/20.

### examens une fraude énorme

Pendant les examens, les étudiants consultent les documents qu’ ils ont apportés, ils se déplacent librement, ils téléphonent à l’ extérieur ... Les surveillants n’ ont qu’ une présence vague, ou sont simplement absents de la salle. Une surveillante cambodgienne s’ est fait menacer.

Les seuls étudiants qui ne sont pas diplômés sont les quelque 7 à 8 % qui, malades, abandonnent en cours de route.

Il est fréquent que les étudiants aient une arme sur eux. “J’ ai moi-même été menacé ostensiblement avec une arme pendant une épreuve”, dit M. Gaillard.

Pendant l’ année scolaire 97-98, le président de l’ As-

sociation des étudiants, dans une salle, en manipulant l’ arme qu’ il avait dans sa serviette, a fait partir le coup, la balle lui a traversé la gorge.

boursiers revenus en septembre 1998 ont cependant été embauchés à la municipalité, comme conseillers du vice-Gouverneur, et la Faculté n’ a fait aucun effort pour le retenir.

L’ objectif de la Coopération, former des enseignants pour la Faculté, n’ est donc pas atteint.

### aucun signe de réforme

Le mieux évidemment serait que les autorités cambodgiennes prennent elles-mêmes la décision de réformer le système actuel. Mais jusqu’ ici on ne reçoit aucun signal dans ce sens.

### en bonne voie : la filière francophone

Le côté négatif pèse donc très lourd. Mais il existe aussi un aspect très positif : la filière francophone dont on peut dire qu’ elle est entièrement maîtrisée : l’ enseignement, les examens, le diplôme sont valables. Ce diplôme, c’ est la licence en Droit, délivrée dans des conditions identiques à celles de la Faculté de Lyon 2.

Le cursus est de 3 ans : la première année correspond au DEUG; suivent deux années de licence (au lieu d’ une en France).

C’ est, pour les étudiants de la filière francophone, un travail supplémentaire : ils travaillent là en plus de leur cursus khmer.

Les étudiants qui suivent ce cursus -c’ est la première promotion- et viennent de terminer le premier semestre de la licence, ont obtenu de très bons résultats. Sur 20 étudiants, 14 ont eu la moyenne, et 3 sont en “rattrapage”. Il faut souligner que les copies ont été corrigées à Lyon 2, dans les mêmes conditions que les copies des étudiants vivant en France.

Le contrôle continu, le contenu de l’ enseignement, les examens sont identiques à ce qu’ ils sont à Lyon 2. On peut dire que cette filière est une sorte d’ “enclave” de l’ enseignement français.

Les étudiants obtiennent donc une licence française de droit privé, avec le droit communautaire, le droit du travail français, ...

Les débouchés sont nombreux : administration, barreau, magistrature, secteur juridique des entreprises privées ...

Ce système donne donc satisfaction. N’ oublions pas qu’ il pourrait susciter des

quelque personnage important. Si la Faculté résiste, un coup de téléphone au ministère va arranger le cas de celui qui aurait un problème.

En définitive, les étudiants obtiennent toujours satisfaction.

### diplômes sans valeur

Puisque les étudiants choisissent leurs professeurs, qu’ ils achètent leurs notes, qu’ ils fraudent aux examens, il est clair que le diplôme n’ a aucun sens, aucune valeur.

“J’ ai dénoncé cet état de choses aux autorités cambodgiennes, nous dit M. Gaillard, mais tout le monde a peur des étudiants, surtout ceux de la fa-culté de Droit, à cause de leurs relations.

“J’ ai demandé une fois aux responsables d’ annuler un examen dont les résultats ne correspondaient à rien, et de le recommencer, avec une surveillance française. Le doyen, a accepté d’ annuler les résultats et de recommencer l’ examen. Mais 48 heures avant la nouvelle épreuve, le cabinet du Ministre a téléphoné : on ne recommence pas.

“Devant cet état de chose, dont j’ ai rendu compte depuis novembre 1997, on “redéploie”, on a réduit les salaires, c’ est à dire, sur mon initiative, supprimé les “compléments de salaires”. Mais il est évident que cette mesure ne constitue en rien un remède au mal”.

### boursiers perdus pour l’ enseignement

Encore un point, concernant les bourses : les boursiers, après deux ans en France, doivent en principe rejoindre la Faculté et devenir enseignants, pour préparer la relève. Les deux

## TRIBUNE LIBRE

jalousies, qu'une simple décision pourrait y mettre fin ...

### vers la privatisation de l'enseignement

On observe que l'autorité cambodgienne s'oriente vers la privatisation de l'enseignement à la Faculté.

Une "formation continue" a été créée, qui est un décalque du cursus général, mais payant. Les étudiants achètent leurs études 350 dollars par an. Comme il y a 1000 étudiants, la somme atteint 350 000 dollars. Et il y a bien sûr des problèmes internes de répartition ...

### l'Ecole Royale d'Administration

Un gros problème pour l'Ecole Royale d'Administration : au lieu de l'exclusivité théorique qu'elle doit avoir pour la formation des moyens et des hauts fonc-

tionnaires, elle est "contournée" par d'autres recrutements, système hérité d'une époque précédente. L'ERA recrute 30 fonctionnaires tous les deux ans, mais des gens venus de toutes les facultés. D'où qu'ils viennent, sans aucune formation, sans aucune sélection, ils peuvent ainsi devenir fonctionnaires.

Cette année (98/99) pour la première fois les étudiants ont exigé que soit mis en place un concours d'accès à la fonction publique. Mais avec autant de postes que de candidats !

Jusqu'à là, on prenait tous ceux qui le souhaitaient.

Le premier concours a donc eu lieu le 2 août. Il y avait 950 postes à pourvoir. Il n'y a eu que 500 candidats, alors que le nombre de candidats possible, celui des diplômés de toutes les facultés, était de 1500. Est-ce le résultat d'une mauvaise information ? L'idée que le

concours n'est pas déterminant pour l'attribution des postes ?

### problème de direction ...

Il y a un problème de direction : le directeur et son adjoint ont peu d'autorité. Les élèves sont peu disciplinés. Il est fréquent qu'on saute un cours.

### ... et d'enseignement

Un problème aussi d'enseignement : il n'y a pas de corps enseignant, en dehors du directeur et du directeur-adjoint. Tous les autres sont des vacataires (comme c'est aussi le cas à la Faculté de Droit). On a du mal à trouver à l'extérieur des gens pour faire les cours. Les missions -des enseignants venus de France pour de courtes périodes- ne constituent pas une formule satisfaisante. Le niveau des étudiants est assez faible.

Pour les stages dans les ad-

ministrations à Phnom Penh, ils se passent mal. On ne donne rien à faire aux stagiaires, qui restent assis à attendre ...

### une pénurie extrême

Il faut aussi souligner la pénurie extrême. L'ERA n'a pas de budget autonome. Pour la moindre dépense, il faut en référer à l'autorité. Faute de fonds, on a attendu six mois pour que les étudiants puissent aller en province.

Il y a des pannes d'électricité, parce que le carburant manque : il est trop cher. Il m'est arrivé de payer le fuel de ma poche. L'ERA a maintenant un bel amphithéâtre, climatisé, rénové par la France -qui a déjà, au cours des années passées, rénové les autres bâtiments. Mais sur quels fonds va-t-il être entretenu ?

Cambodge Nouveau  
ne le copiez pas, citez-le !

## OM YENTIENG : LE PROCES

(suite de la page 2)

### nous voulons des relations amicales avec tous les pays

Ce que nous voulons, c'est ouvrir une nouvelle page de l'histoire du Cambodge, où nous aurons des relations amicales avec tout le monde, avec tous les pays proches ou lointains.

Ce procès ne doit pas permet-

tre à tel ou tel pays de l'utiliser contre un autre, pas plus qu'à un individu de l'utiliser contre tel ou tel autre.

### et rendre la justice aux Cambodgiens

Nous allons nous occuper des affaires du Cambodge, rendre la justice aux Cambodgiens. Nous voulons mener le Cambodge vers un avenir meilleur.

### Il y a 20 ans ...

#### Le procès de juillet 1979

Au cas où le procès des khmers rouges serait purement cambodgien, il aurait un précédent : le procès d'août 1979 (six mois après le renversement du régime khmer rouge) par lequel le Tribunal populaire révolutionnaire de l'Etat du Cambodge siégeant à Phnom Penh a jugé "la clique génocidaire Pol Pot Ieng Sary".

Un volume de 355 pages publié à Phnom Penh en 1990 par "un groupe de juristes cambodgiens" donne l'essentiel des documents de ce procès : acte d'accusation, dépositions des témoins, rapports d'enquêtes, réquisitoire, interventions des juristes étrangers, plaidoiries, jugement du tribunal.

Ce procès (qui s'était con-

clu par la condamnation à mort des deux accusés) vaut manifestement mieux que sa réputation. Un nouveau procès devra reprendre le même schéma. A noter : à l'époque, le crime de génocide était prévu par la loi, il avait été défini par l'article 1 du décret-loi n° 01 du 15 juillet 1979 (au moment même où s'ouvrait le procès).

A noter aussi : il y avait déjà eu des juristes étrangers : trois (Cuba, Japon et Etats-Unis) avaient fait des déclarations. Et deux (Syrie et Etats-Unis), avaient avec deux collègues cambodgiens, plaidé la défense des accusés.

Différences probables entre le nouveau procès et celui de 1979 :

- il pourrait y avoir plus d'inculpés que les deux seuls Pol Pot et Ieng Sary;
- sans doute plus de 9 témoins;

## Incompatibilité Cambodge / ONU ?

Les positions du gouvernement cambodgien, exprimées dans un memorandum remis par le Premier ministre Hun Sen à M. Kofi Annan, et celles de l'ONU sont-elles opposées ? Proches ? Compatibles ?

Selon le *Phnom Penh Post* (1-14/10), il y aurait nettement désaccord :

Aux trois possibilités que Hun Sen a proposées au Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, lorsqu'il l'a rencontré le 16 août avec le vice-Premier ministre Sok An (-assistance juridique de l'ONU, au sein du système cambodgien, et nomination d'une minorité de procureurs et juges internationaux; - ou bien assistance juridique sans participation au procès; - ou encore : aucune assistance ni participation de l'ONU), Kofi Annan aurait fait ses "dernières propositions" : un procureur et une majorité de juges nommés par lui.

Même interprétation du *Cambodia Daily* (30.9) : Kofi Annan aurait "répété la position de l'ONU que le seul procès crédible serait un procès de style international avec une majorité de juges nommés par l'ONU".

- des rapports d'enquête sans doute plus nourris parce que la connaissance de la période Pol Pot a beaucoup progressé;
- une autre différence importante pourrait être : la responsabilité de la

Selon cette version, il y aurait donc quasi-rupture entre le Secrétaire général de l'ONU et le gouvernement cambodgien, si ce n'est que le Cambodge et reste ouvert au dialogue.

Selon une autre interprétation, il y aurait encore place pour bien des compromis.

Dans l'interview ci-dessus de M. Om Yentieng il apparaît clairement qu'il n'y a aucune opposition définitive entre l'ONU et la position du Cambodge, que le choix exprimé par Hun Sen, conforme aux "principes de la justice universelle", est conforme aussi aux souhaits de Kofi Annan : procès selon la loi nationale, respect de la souveraineté des pays, et que l'on ne perde pas de temps en discussions.

Il aurait été convenu, selon le compte rendu du journal *Bangkok* (20.9), que le département des Affaires politiques de l'ONU étudierait la position cambodgienne et en discuterait avec le négociateur cambodgien Sok An.

A la suite de quoi, le Cambodge aurait décidé de suivre son chemin sans attendre davantage.

Il n'y aurait donc aucune rupture.

C.n.

Chine, fortement soulignée au procès de 1979, pourrait être cette fois plus estompée.

Mais bien sûr, le futur procès reste très largement imprévisible.

C.n.

## ME DIAS

### contrebande

Selon un rapport non rendu public, la contrebande ferait perdre à l'Etat de 2 à 3 millions de dollars par an, et selon un groupe d'experts financiers le chiffre réel atteindrait 10 millions de dollars par mois.

La contrebande de carburant représenterait à elle seule 800 000 dollars par mois, a reconnu le ministre des Finances Keat Chhon, qui a fait fermer 20 des 29 points de passage habituels du carburant de contrebande à la frontière thaïlandaise.

A mesure que diminue la contrebande de biens de consommation, celles des carburants augmentent, notamment aux passages de Boeung Trakuon et de Pailin, disent des responsables des Douanes. 16 camions de fuel passent ainsi en moyenne chaque jour. A cela s'ajoutent les passages de petites quantités.

Les coupables sont souvent des officiers supérieurs PPC, surtout de la Région 5. Il y a souvent des querelles entre soldats, certains assurant la protection du trafic.

Les douaniers n'osent pas arrêter les camions de plus de 10 000 litres. S'ils le faisaient, disent-ils, on leur couperait la tête, ou on leur tirerait 10 ou 20 balles avant que Keat Chhon ou Hun Sen ne viennent à leur secours.

Le fuel est acheté 800 riels le litre en Thaïlande et revendu à Kompong Thom, Kompong Cham, Phnom Penh 100 à 1200 riels le litre.

[d'après Moneaksekar Khmer, 21.9., trad. The Mirror]

### Un "mouvement des Khmers libres"

Le "mouvement des Khmers libres", créé en 1998 lorsque Hun Sen a refusé d'intégrer un groupe de rebelles dans les forces gouvernementales, se propose de renverser le communisme au Cambodge, comme veut le faire au Vietnam le "mouvement des Vietnamiens libres". Il compte sur l'aide des républicains américains quand ils auront gagné les élections présidentielles de 2000. En attendant, selon son leader "Ken" le mouvement, situé dans la province thaïlandaise de Trat, est rejoint par d'anciens khmers rouges. Le leader "se fera connaître publiquement fin décembre en Thaïlande, et l'on sera surpris de son identité véritable".

[d'après Udom Katté Cheat, 13.9., trad. The Mirror]

Le prince Ranariddh, président du Funcinpec, et président de l'Assemblée, a déclaré le 29 septembre qu'il est absolument opposé au mouvement des Khmers libres, qui sont anti-royalistes, et que tout membre du Funcinpec qui aurait des liens avec ce mouvement serait aussitôt exclu du parti. Les plus

récentes revendications du mouvement des Khmers libres concerneraient les frontières. Son slogan serait : "pour le territoire national, pour la protection des droits de l'Homme et contre la corruption".

[d'après Rasmei Kampuchea, 30.9., trad. The Mirror].

### et un "mouvement du Vietnam libre"

Depuis l'époque de l'UNTAC existe au Cambodge un "mouvement du Vietnam libre". Il a été dispersé il y a plusieurs années, avec l'arrestation de ses leaders, y compris de Vietnamiens-américains et d'Américains. 24 auraient été déportés au Vietnam et y auraient, à l'époque, été condamnés à 3 à 20 ans de prison. Les Vietnamiens ont très peur du mouvement, c'est pourquoi ils renforcent leurs réseaux de surveillance au Cambodge et surtout à Phnom Penh. Il y aurait encore actuellement beaucoup d'agents vietnamiens dans la police et l'armée.

Une centaine de membres du mouvement se sont rassemblés dans le nord-ouest du Cambodge, près de la frontière thaïlandaise, vers la mi-septembre.

Dans une récente lettre au vice-Premier ministre Sar Kheng, le représentant de l'ONU pour les droits de l'Homme T. Hammarberg dit que, selon de nombreux témoins, la police municipale de Phnom Penh a arrêté fin août Vu Duc Binh, leader

supposé du mouvement du Vietnam libre, dont on est depuis sans nouvelles. T. Hammarberg rappelle que la Convention sur les droits de l'Homme dont le Cambodge est signataire interdit de déporter Vu Duc Binh au Vietnam.

[d'après Moneaksekar Khmer, 23.9., trad. The Mirror].

### drogue

Le temps n'est pas encore venu de révéler le nom de trafiquants de drogue que nous avons repérés, pour l'instant nous ne pouvons rien contre eux, ils pourraient être dangereux, a déclaré le général Skadavy, conseiller de l'Autorité nationale contre la drogue. Mais nous avons une liste de noms. Il y a parmi eux des "okhnas" (titre honorifique), des personnes riches, des officiers supérieurs de la police, et des responsables de la lutte contre la drogue qui facilitent le passage de la drogue à la frontière, à Koh Kong, Banteay Meanchey, Stung Treng, Sihanoukville...

Les trafiquants paient la police et les tribunaux pour qu'ils ferment les yeux, de sorte que la drogue entre facilement au Cambodge. Le général Skadavy estime que la vente de tablettes d'amphétamines et d'ecstasy au cambodge a doublé en un an. Principaux utilisateurs : les adolescents, les étrangers, les ouvriers de la Confection.

[d'après Sethakech Neung Chivit, 27.9., trad. The Mirror]

## INFORMATION à tous les clients d'Indochine Insurance :

depuis le 1er septembre, Indochine Insurance met en service gratuitement son

### Service d'Assistance 24h/24

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- Service Gratuit, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.



"La raison du plus fort est toujours la meilleure." !

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,  
Choisissez*



**indochine**  
INSURANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge

Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet: www.indochine.net